

## [Pétrole, Arabie Saoudite: Le canari dans la mine](#)



Mohammad bin Salman bin Abdulaziz Al-Saud (photo), Prince héritier d'Arabie Saoudite, a lancé son pays dans un ambitieux programme « [Saudi Arabia Vision 2030](#) ». Parmi les objectifs: diminuer la dépendance pétrolière du pays (70% du budget de l'Etat) et construire l'après-pétrole. Même la Russie de Vladimir Poutine s'oriente dans cette direction.

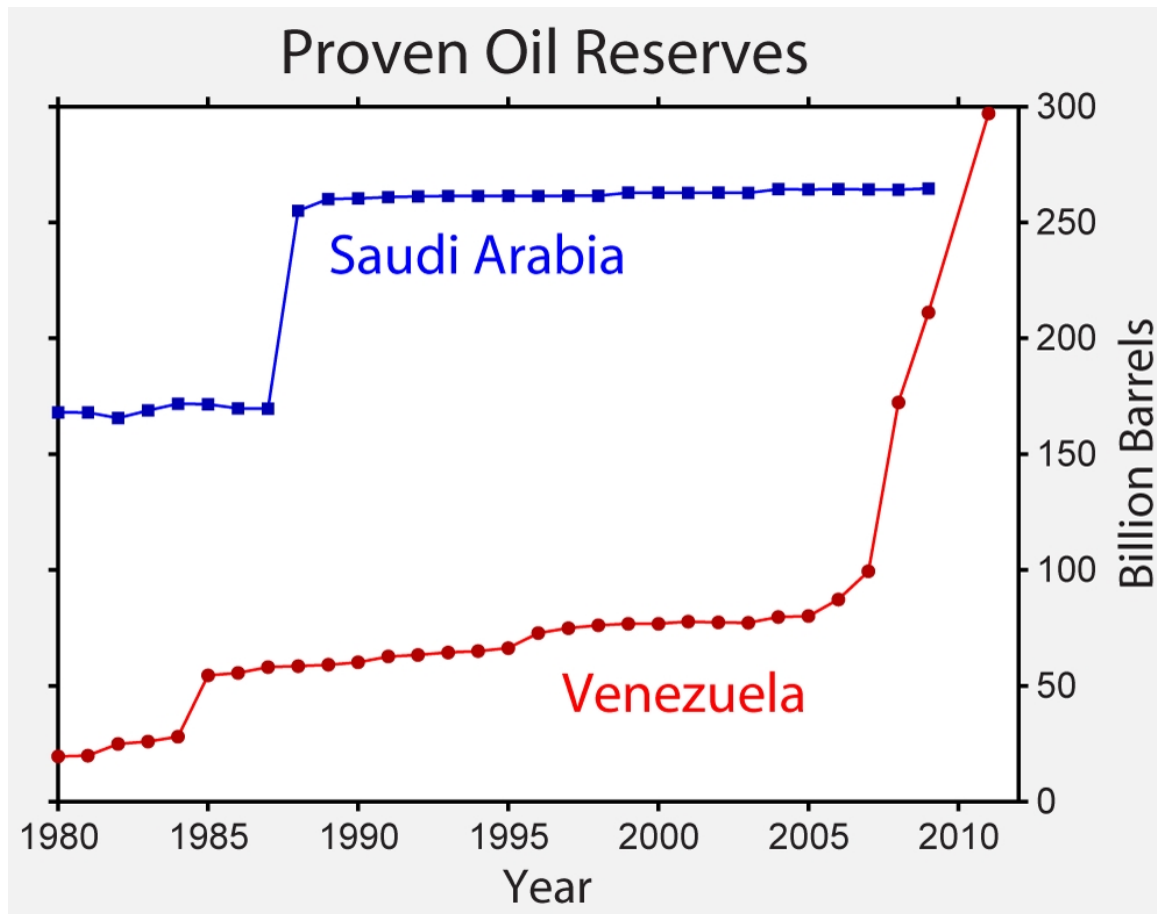
Alors que les plus grands producteurs mondiaux annoncent des mesures pour assurer leur après-pétrole, cette volonté soulève une question: et nous ?

### **La rente pétrolière s'amenuise**

L'industrie pétrolière manque de transparence, c'est un fait. L'Arabie Saoudite ne déroge pas à la règle et joue avec ses statistiques. Ses chiffres font souvent froncer les sourcils.

Ainsi, depuis 32 ans, le Royaume annonce des réserves pétrolières à hauteur de 268 milliards de barils, alors que depuis 1986, l'entreprise nationale Saudi Arabia a extrait plus de 130 milliards de barils dans ses sols. Il faut se baser sur des indiscretions pour en savoir plus.

En 2011, Wikileaks avaient publié des conversations diplomatiques avec les USA pour révéler que « *les réserves ne représentaient plus que 160 milliards de barils dont à peine 50% récupérables* ». Ce genre d'information, couplé avec l'empressement actuel du Prince Héritier, tend à démontrer que la réalité impose au Royaume d'activer la clause d'urgence.



Réserves pétrolières déclarées par l'Arabie Saoudite et le Venezuela

### Et nous ?

Du côté des pays importateurs de pétrole, l'insouciance règne en maître. La demande continue de grimper et vient de dépasser les 100 millions barils par jour (16 milliards de litres). Le baril a franchi les 81\$ pour la première fois en 4 ans. La probabilité n'est pas nulle de revoir les prix grimper à 100\$, seuil de douleur pour l'Economie mondiale.

Les données transmises à nos politiques proviennent exclusivement des lobbies pétroliers ou des majors. La France, l'Italie, la Norvège ou l'Angleterre font confiance à leurs champions nationaux comme Total, ENI, BP, Shell. De son côté ExxonMobil fait partie intégrante de l'administration Trump.

En Suisse, les effectifs de la Confédération ne compte aucun expert pétrolier indépendant et neutre. Rien, nada ! Même la protection du loup possède un effectif plus étoffé! Et comme un loup dans la bergerie, le rôle de «conseiller» revient à l' [Union Pétrolière Suisse](#) qui en profite pour généreusement financer l'autre puissant lobby:

[EconomieSuisse](#)

.

**L'audace des lobbies est si grande qu'elle conduit à une situation de plus en plus cocasse.**

La Confédération Helvétique prélève 1,5 centime par litre d'essence afin de favoriser des projets qui diminuent la consommation de pétrole et les émissions de CO2. C'est l'Union Pétrolière Suisse qui a été chargée de piloter [ce programme](#) . Tant le processus mit au point est machiavélique et ubuesque, qu'il est rare de voir un projet passer la rampe.

Plus d'un milliard €, collectés mais non entièrement utilisés, trône dans ses coffres. Malgré ce fiasco, la Confédération vient de prolonger la concession de l'Union Pétrolière jusqu'en 2030!

La Suisse n'est pas un cas unique, chaque pays possède son lot de projets aussi rocambolesques.

Les données erronées de l'industrie pétrolière n'impactent pas uniquement les politiques. La Banque Nationale Suisse, qui a investi plus de 7 milliards \$ dans le schiste américain et perdu plus de 2 milliards, peut en témoigner.

**La confiance, la crédibilité et les bonnes décisions sont inséparables.**

Le pétrole est intimement corrélé à la croissance économique (4% de croissance mondiale augmente la demande pétrolière de 1,5 million b/j) et il couvre 50% de nos besoins énergétiques.

Il en va de la sécurité économique des pays importateurs d'or noir d'étudier et d'analyser la situation. Certes, les chiffres ne seront certainement pas précis à la virgule près, mais ils seront toujours plus utiles que les communiqués de presse des pétroliers.

Les citoyens et les entreprises ont besoin d'être informés sur les quantités de fioul ou d'essence qui restent à disposition ainsi que les impacts financiers.

Les démarches et les stratégies actuelles des pétromonarchies du Moyen-Orient sifflent comme le canari dans la mine. L'actuel rétropédalage des Agences Pétrolières semblent également indiquer des changements majeurs. Auraient-ils des informations que nous n'avons pas encore pris en compte?

Poser la question et observer leurs comportements, c'est y répondre.

L'Arabie Saoudite se prépare, et nous?

{rokcomments}